

«L'AFFAIRE DE ZÉRALDA» POURSUIT L'EX-CHEF DE LA SÉCURITÉ PRÉSIDENTIELLE

Le général Mejdoub refoulé de l'aéroport

L'affaire Zéralda pourrait probablement connaître de nouveaux développements à en croire les récents éléments enregistrés ces derniers jours. Le général Djamel Kehal Mejdoub, ex-chef de la sécurité présidentielle, démis de ses fonctions en juillet, a été empêché, dimanche matin, de quitter le territoire national.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Bizarrement, cette interdiction intervient quelques jours seulement après son audition par la justice au sujet des faits qui se sont déroulés en cette fameuse nuit du 16 au 17 juillet au sein de la résidence de Zéralda.

Quelles sont donc les raisons qui ont amené la justice militaire à ouvrir de nouveau un dossier épineux que l'opinion croyait définitivement clos ? Une explication juridique nous a été fournie par M^e Mecheri selon lequel le général Kehal Mejdoub ne peut avoir été entendu qu'en tant que témoin dans la mesure où l'affaire a déjà été jugée. «Selon les informations publiées par la presse, on comprend que le général Mejdoub a été entendu en tant que témoin. La procédure veut qu'il ne peut être inculqué du moment que l'affaire a été jugée et que des condamnations ont été prononcées. On en déduit également qu'un pourvoi en cassation a été introduit par le procureur militaire.»

Autre déduction, un pourvoi en cassation indique l'intention de rejouer le dossier avec une autre composante, naturelle-

ment, et laisse entendre que les peines prononcées lors du précédent jugement n'ont pas satisfait la partie plaignante, explique en outre M^e Mecheri.

Il y a eu en fait une seule plainte, trois années fermes, prononcées par le tribunal militaire de Blida à l'encontre d'un jeune lieutenant accusé d'avoir tiré au sein de la résidence de Zéralda. L'information qui s'est répandue comme une traînée de poudre dans le Tout-Alger laissait entendre qu'il s'agissait là d'un coup d'Etat contre le président de la République. Aucun démenti ni confirmation ne s'en est suivi. Une chose est sûre, le jeune lieutenant a été présenté à la justice en même temps que cinq généraux, tous relaxés à la fin du procès.

Selon M^e Mecheri, il est par ailleurs clair que ce lieutenant n'a pas été jugé pour tentative de coup d'Etat auquel cas la peine prononcée à son encontre aurait été beaucoup plus lourde. De son côté, le mis en cause avait tenté de convaincre le tribunal en affirmant qu'il avait usé de son arme pour riposter aux tirs d'un homme qui tentait de s'introduire dans la résidence armé d'une

kalachnikov. Selon des informations rapportées par la presse, la version du lieutenant a été cependant démentie par l'enquête des gendarmes lesquels ont relevé un seul type de balles sur les lieux et non deux, comme cela avait été prétendu. Est-ce pour percer ce point d'ombre que la justice militaire a décidé de rouvrir le dossier en reprenant l'affaire dès son début ? Le fait que le général Kehal Djamel Mejdoub ait été entendu par la justice constitue un élément manifeste compte tenu de l'importance du poste qu'il occupait au moment des faits. En tant que chef de la sécurité présidentielle, il représente un élément essentiel d'une affaire qui semble encore loin d'avoir révélé tous ses secrets et qui a conduit le président de la République à entamer des changements radicaux et des limogeages en série au sein d'institutions auxquelles aucun de ses prédécesseurs n'avait osé ou même envisagé de s'attaquer.

Le général Mejdoub est d'ailleurs l'un des premiers à en avoir fait les frais puisqu'il a été écarté de son poste en même temps que le patron de la Garde républicaine, le général Ahmed Moulay. On se souvient à ce titre de la réaction de la famille Mejdoub laquelle avait tenu à rappeler le parcours exemplaire d'un général issu des écoles militaires



Photos : DR

les plus prestigieuses au monde. Un homme intègre, dit-on, victime d'un malaise qui l'a conduit à l'hôpital de Aïn-Naâdja suite à l'interdiction qui lui a été faite de quitter le territoire national.

D'autres généraux, on le sait, ont été eux aussi limogés tout au long des semaines qui ont suivi l'affaire de Zéralda. Parmi eux, le directeur de la justice militaire, le général Ahmed Guendouz, ainsi que l'inspecteur de la même institution, Ahmed Zerrouk. Dans le même temps, les Algériens ont assisté, ébahis, à l'arrestation

d'un autre général prestigieux, Hassan, accusé, lui, d'insubordination et organisation d'un «groupe armé».

Conduit à la prison militaire de Blida, puis à Ouargla, son sort demeure inconnu à ce jour. Le point culminant des «changements» qui ont suivi la fusillade de Zéralda reste cependant celui du général Toufik, patron du Département des renseignements et de la sécurité (DRS) et dont le départ demeure également entouré de flou.

A. C.

PROJET DE MONTAGE DE VÉHICULES ET CAMIONS EN ALGÉRIE

Les Chinois talonnent les Français

Le forcing économique chinois en Algérie sera marqué par la réalisation d'un important projet algéro-chinois de montage de véhicules et camions. Les négociations entre les deux parties actuellement en cours sont entrées dans leur dernière ligne droite.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesslem Bouchouareb, qui l'a annoncé samedi dernier en marge du forum algéro-chinois qui a eu lieu à la résidence El Mithak à Alger.

Selon la même source, «il y a des firmes chinoises qui désirent se lancer dans le montage de véhicules et camions en Algérie» et d'ajouter : «Un partenaire chinois connu négocie actuellement avec des entreprises algériennes un projet algéro-chinois de montage de véhicules qui sera lancé prochainement», en invitant les Chinois à investir dans le développement des activités de sous-traitance et l'industrie de la pièce de rechange automobile.

«Les autorités algériennes sont prêtes à soutenir les investisseurs chinois pour la concrétisation de leurs projets, a fait savoir le ministre insistant sur le fait que les relations économiques et les perspectives d'investissement qui se dessinent progressivement entre les deux pays ne devraient pas se limiter à la réalisation d'une usine de montage de véhicules», a-t-il dit.



Le projet d'usine de montage de véhicules sera lancé prochainement.

Les propos tenus par le ministre de l'Industrie et des Mines ont eu lieu en marge d'un tête à tête avec son homologue chinois, en l'occurrence le chef de la délégation d'hommes d'affaires chinois, M. Lyu Xinhua.

À l'adresse de ce dernier, Bouchouareb a mis en exergue les projets et opportunités d'investissement «très importants» dans plusieurs domaines où l'expérience chinoise est indispensable pour l'Algérie.

En d'autres termes, et si le projet en question venait à voir le jour le plus vite possible, les Chinois marqueront de près la présence française dans le secteur de

l'automobile. Il n'en demeure pas moins qu'à la tête d'une importante délégation d'hommes d'affaires chinois, M. Lyu Xinhua a indiqué, pour sa part, que la Chine était prête à financer les projets de production que l'Algérie compte lancer rappelant que son pays disposait de réserves de changes estimées à environ 4 trillions de dollars qui lui permettent de financer de nombreux projets dans les pays en voie de développement et prioritairement l'Algérie.

Selon le responsable chinois, son pays encourage les entreprises chinoises à aller vers les marchés extérieurs notam-

ment en Afrique. L'ambassadeur chinois à Alger, Yang Yuangu, a indiqué qu'en plus de l'engagement des deux pays à développer un partenariat macro-économique, la Chine est prête à élargir ce partenariat à d'autres secteurs non conventionnels telles les zones industrielles et la coopération dans le domaine financier et monétaire.

Sur un autre plan, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, M. Abdelmadjid Tebboune, a appelé les entreprises chinoises à axer leurs efforts sur la réalisation de projets communs avec leurs homologues algériennes pour la fabrication de matériaux relevant du secteur du bâtiment. Dans ce contexte, M. Tebboune a affirmé que l'Algérie n'aurait plus besoin d'importer du ciment dès le deuxième semestre de l'année 2016, ajoutant que l'Algérie cessera, dès l'année prochaine, d'importer le fer destiné à la construction. Il a dit souhaiter voir l'émergence d'une véritable industrie du logement basée sur des moyens techniques modernes, un objectif auquel les entreprises chinoises pourraient participer en formant la main-d'œuvre algérienne.

Par ailleurs, il s'est dit satisfait de la qualité du travail fourni par les Chinois que ce soit en matière de construction de logements ou d'infrastructures et s'est félicité du respect des délais de réalisation par les entreprises chinoises signalant que du côté algérien, le problème de retard de paiement ne se pose désormais plus.

A. B.